

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 97 — 1107

[C - 97/208]

3 AVRIL 1997. — Loi portant modification de la nouvelle loi communale, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie et de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE Ier. — *Modifications de la nouvelle loi communale*

Art. 2. L'article 133 de la nouvelle loi communale, modifié par la loi du 27 mai 1989, l'arrêté royal du 30 mai 1989 et la loi du 15 juillet 1992, est complété par l'alinéa suivant :

« Sans préjudice des compétences du Ministre de l'Intérieur, du gouverneur et des institutions communales compétentes, le bourgmestre est l'autorité responsable en matière de police administrative sur le territoire de la commune. ».

Art. 3. A l'article 133bis de la même loi, inséré par la loi du 15 juillet 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le texte actuel de l'article, qui en devient l'alinéa 1^{er}, les mots « 133, alinéa 2 » et « 172, alinéa 1^{er} » sont remplacés respectivement par les mots « 133, alinéas 2 et 3 » et « 172, § 1^{er} »;

2° l'article ainsi modifié est complété par l'alinéa suivant :

« Le bourgmestre soumet pour approbation au conseil communal les conventions générales qu'il a conclues en matière d'exécution des missions communales de police administrative, dans ou en dehors du cadre de la concertation pentagonale visée à l'article 10, § 1^{er}, de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, pour autant que celles-ci aient des répercussions sur les matières qui relèvent de la compétence du conseil communal. ».

Art. 4. L'article 172 de la même loi, modifié par les lois des 15 juillet et 5 août 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 172. § 1^{er}. Le bourgmestre est le chef de la police communale dans l'exercice des missions de police administrative de celle-ci.

Il veille, en outre, à ce que les problèmes liés à l'ordre public dans la commune fassent l'objet d'échanges d'informations entre le commandant de brigade ou le commandant de district de la gendarmerie, d'une part, et le chef de corps de la police communale, d'autre part; il les réunit régulièrement à cet effet.

§ 2. Pour lui permettre d'assurer ses responsabilités de police administrative, le chef de corps de la police communale l'informe dans les plus brefs délais des faits importants qui sont de nature à troubler la tranquillité, la sécurité ou la salubrité publiques.

(1) *Session ordinaire 1995-1996.*

Chambre des représentants

Documents parlementaires. - Proposition de loi, n° 484/1. - Rapport, n° 484/2.

Session ordinaire 1996-1997.

Chambre des représentants

Documents parlementaires. - Projet de loi, n° 870/1. - Amendements n° 870/2 à 5. - Rapport, n° 870/6. - Texte adopté par la commission, n° 870/7. - Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 870/8.

Annales parlementaires. - Discussion. Séance du 26 février 1997. - Adoption. Séance du 27 février 1997.

Sénat

Documents parlementaires. - Projet transmis par la Chambre, n° 1-552/1. - Projet non évoqué par le Sénat, n° 1-552/2.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 97 — 1107

[C - 97/208]

3 APRIL 1997. — Wet tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht en de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen van de nieuwe gemeentewet*

Art. 2. Artikel 133 van de nieuwe gemeentewet, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1989, het koninklijk besluit van 30 mei 1989 en de wet van 15 juli 1992, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Onverminderd de bevoegdheden van de Minister van Binnenlandse Zaken, van de gouverneur en van de bevoegde gemeentelijke instellingen, is de burgemeester de verantwoordelijke overheid inzake de bestuurlijke politie op het grondgebied van de gemeente. ».

Art. 3. In artikel 133bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 juli 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de huidige tekst van het artikel, die het eerste lid wordt, worden de woorden « 133, tweede lid » en « 172, eerste lid » respectievelijk vervangen door « 133, tweede en derde lid » en « 172, § 1 »;

2° het aldus gewijzigde artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« De burgemeester legt de mede door hem, al dan niet in het raam van het vijfhoeksoverleg bedoeld in artikel 10, § 1, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, gesloten algemene overeenkomsten inzake het vervullen van de gemeentelijke opdrachten van bestuurlijke politie, ter goedkeuring voor aan de gemeenteraad, voor zover die gevolgen hebben voor de aangelegenheden die tot de bevoegdheden van de gemeenteraad behoren. ».

Art. 4. Artikel 172 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 15 juli en 5 augustus 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 172. § 1. De burgemeester is het hoofd van de gemeentepolitie in de uitoefening van haar opdrachten van bestuurlijke politie.

Hij ziet er bovendien op toe dat enerzijds de brigadecommandant of de districtscommandant van de rijkswacht en anderzijds de korpschef van de gemeentepolitie, informatie uitwisselen over de problemen in verband met de openbare orde in de gemeente; hij brengt hen daartoe geregeld samen.

§ 2. Om hem in staat te stellen zijn verantwoordelijkheden van bestuurlijke politie uit te oefenen, brengt de korpschef van de gemeentepolitie hem zo snel mogelijk op de hoogte van gewichtige feiten die de openbare rust, veiligheid of gezondheid kunnen verstoren.

(1) *Gewone zitting 1995-1996.*

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire stukken. - Wetsvoorstel, nr. 484/1. - Verslag, nr. 484/2.

Gewone zitting 1996-1997.

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire stukken. - Wetsontwerp, nr. 870/1. - Amendementen, nrs. 870/2 tot 5. - Verslag, nr. 870/6. - Tekst aangenomen door de commissie, nr. 870/7. - Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 870/8.

Parlementaire Handelingen. - Bespreking. Vergadering van 26 februari 1997. - Aanneming. Vergadering van 27 februari 1997.

Senaat

Parlementaire stukken. - Ontwerp overgezonden door de Kamer, nr. 1-552/1. - Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, nr. 1-552/2.

Le chef de corps fait rapport au bourgmestre sur les problèmes de sécurité dans la commune. Il fait rapport au bourgmestre, dans les plus brefs délais, sur l'exécution des missions de police administrative sur le territoire de la commune et sur l'exécution passée et prévisible des obligations contractées en matière de répartition des tâches entre les services de police, de coordination de leurs interventions et d'exécution de la politique communale de sécurité.

Il l'informe en outre des initiatives que la police communale compte prendre et qui concernent la politique communale de sécurité.

Il est tenu de faire rapport, tous les mois, au bourgmestre sur le fonctionnement du corps et de l'informer des plaintes venant de l'extérieur et concernant le fonctionnement du corps ou les interventions de son personnel. ».

Art. 5. A l'article 175 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« En cas d'émeutes, d'attroupements hostiles ou de menaces graves et imminentes contre l'ordre public, le bourgmestre ou celui qui le remplace peut requérir la gendarmerie ou l'armée aux fins de maintenir ou de rétablir la tranquillité publique. Elles sont tenues de se conformer à ces réquisitions. »;

2° à l'alinéa 4, les mots « la force armée » sont remplacés par les mots « la gendarmerie ou l'armée »;

3° l'alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de réquisition ou d'intervention de la gendarmerie ou de l'armée, la police communale reste sous l'autorité du bourgmestre et la direction du chef de corps. ».

CHAPITRE II. — *Modifications de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie*

Art. 6. L'article 16 de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, abrogé par la loi du 9 décembre 1994, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 16. Sans préjudice des instructions et ordres du Ministre de l'Intérieur, la gendarmerie se conforme, lors de l'exécution de missions de police administrative, aux directives définies par le bourgmestre dans le cadre de ses compétences et qui sont relatives à la politique communale de sécurité et contribue à la réalisation de cette politique. ».

Art. 7. A l'article 44 de la même loi, modifié par la loi du 18 juillet 1991, sont apportées les modifications suivantes :

1° entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, est inséré un alinéa nouveau rédigé comme suit :

« Le bourgmestre peut requérir la gendarmerie en vue de l'exécution des missions de police administrative prévues dans les conventions visées à l'article 133bis, alinéa 2, de la nouvelle loi communale, qu'il a conclues avec le commandant de brigade ou le commandant de district. »;

2° l'alinéa 4 devenant l'alinéa 5, est complété par la disposition suivante :

« En cas de réquisition effectuée en application de l'alinéa 2, l'information adressée au bourgmestre comporte la mention des circonstances particulières qui rendent impossible le respect de ces recommandations ou indications. ».

Art. 8. L'intitulé du chapitre III du titre V de la même loi, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre III. — Rapports avec les autorités administratives ».

Art. 9. L'article 51 de la même loi, modifié par la loi du 9 décembre 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 51. Les autorités administratives et la gendarmerie doivent se communiquer les renseignements qui leur parviennent au sujet de l'ordre public et qui peuvent donner lieu à des mesures de prévention ou de répression.

Des rapports de service sont régulièrement établis :

— avec les bourgmestres, par les commandants de brigade ou les commandants de district. Le commandant de brigade ou le commandant de district fait périodiquement rapport au bourgmestre au sujet des problèmes de sécurité dans la commune. A la requête du bourgmestre, le commandant de brigade ou le commandant de district

De korpschef brengt bij de burgemeester verslag uit over de veiligheidsproblemen in de gemeente. Hij brengt binnen de kortste termijnen bij de burgemeester verslag uit over de uitvoering van de opdrachten van bestuurlijke politie op het grondgebied van de gemeente en over de voorbije en te verwachten uitvoering van de aangegane verbintenissen inzake taakverdeling tussen de politiediensten, coördinatie van hun optreden en uitvoering van het gemeentelijk veiligheidsbeleid.

Hij licht hem ook in over de initiatieven die de gemeentepolitie overweegt te nemen en die betrekking hebben op het gemeentelijk veiligheidsbeleid.

Hij is gehouden de burgemeester maandelijks te rapporteren over de werking van het korps en hem kennis te geven van de klachten afkomstig van buitenaf omtrent de werking van het korps of het optreden van zijn personeel. ».

Art. 5. In artikel 175 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Bij oproer, kwaadwillige samenscholingen of ernstige en nakende bedreigingen van de openbare orde, kan de burgemeester of de persoon die hem vervangt, met het oog op de handhaving of het herstel van de openbare rust, de rijkswacht of het leger vorderen. Deze moeten zich schikken naar de opvordering. »;

2° in het vierde lid worden de woorden « de gewapende macht » vervangen door de woorden « de rijkswacht of het leger »;

3° het vijfde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Bij opvordering of ingrijpen van de rijkswacht of van het leger, blijft de gemeentepolitie onder het gezag van de burgemeester en de leiding van de korpschef. ».

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht*

Art. 6. Artikel 16 van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, opgeheven door de wet van 9 december 1994, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 16. Onverminderd de onderrichtingen en bevelen van de Minister van Binnenlandse Zaken, schikt de rijkswacht zich bij het vervullen van de opdrachten van bestuurlijke politie naar de door de burgemeester binnen het raam van zijn bevoegdheden uitgevaardigde richtlijnen met betrekking tot het gemeentelijk veiligheidsbeleid en draagt zij bij tot de verwezenlijking van dat beleid. ».

Art. 7. In artikel 44 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 18 juli 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het eerste en het tweede lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidende als volgt :

« De burgemeester kan de rijkswacht vorderen met het oog op het vervullen van de opdrachten van bestuurlijke politie vermeld in de overeenkomsten bedoeld in artikel 133bis, tweede lid, van de nieuwe gemeentewet, die hij met de brigadecommandant of de districtscommandant heeft gesloten. »;

2° het vierde lid, dat het vijfde lid wordt, wordt aangevuld als volgt :

« In geval van vordering met toepassing van het tweede lid, worden in de aan de burgemeester meegedeelde informatie de bijzondere omstandigheden vermeld die het onmogelijk maken aan die aanbevelingen of aanwijzingen gevolg te geven. ».

Art. 8. Het opschrift van hoofdstuk III van titel V van dezelfde wet, wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Hoofdstuk III. — Betrekkingen met de bestuurlijke overheden ».

Art. 9. Artikel 51 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 9 december 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 51. De bestuurlijke overheden en de rijkswacht moeten elkaar de door hen ontvangen inlichtingen meedelen betreffende de openbare orde, die tot preventie- of repressiemaatregelen aanleiding kunnen geven.

Dienstbetrokkingen worden geregeld onderhouden :

— met de burgemeesters, door de brigadecommandanten of de districtscommandanten. De brigadecommandant of de districtscommandant brengt bij de burgemeester periodiek verslag uit over de veiligheidsproblemen in de gemeente. Op verzoek van de burgemeester, brengt de brigadecommandant of de districtscommandant binnen

lui fait rapport dans les plus brefs délais au sujet de l'exécution des missions de police administrative sur le territoire de la commune et de l'exécution passée et prévisible des obligations contractées en matière de répartition des tâches entre les services de police, de coordination de leurs interventions et de l'exécution de la politique communale de sécurité. Il l'informe en outre préalablement des initiatives que la gendarmerie compte prendre et qui concernent la politique communale de sécurité. S'il échet le bourgmestre peut faire usage de sa possibilité prévue à l'article 16 de donner des directives pour adapter ou interdire une initiative;

— avec les commissaires d'arrondissement, par les commandants de district;

— avec les gouverneurs de province, par les commandants de groupe. ».

Art. 10. Un article 51bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 51bis. Si le bourgmestre estime que la gendarmerie ne remplit pas les obligations contractées dans le cadre de la politique communale de sécurité ou ne se conforme pas aux directives visées à l'article 16, il peut inviter le chef hiérarchique de l'autorité de gendarmerie concernée à faire respecter ces obligations ou ces directives.

Le chef hiérarchique adresse un rapport motivé au bourgmestre sur les suites réservées à sa requête dans les 48 heures de celle-ci.

S'il n'est pas satisfait à sa requête, le bourgmestre peut la soumettre pour décision au Ministre de l'Intérieur. Celui-ci se prononce dans les vingt jours ouvrables à compter de la saisine. ».

CHAPITRE III. — *Modification de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie*

Art. 11. Dans l'article 24/1, § 2, alinéa 2, de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, inséré par la loi du 24 juillet 1992, les mots « et des directives » sont insérés entre les mots « des réquisitions » et les mots « adressées à la gendarmerie par les autorités ».

Art. 12. A l'article 24/26, § 3, alinéa premier, de la même loi, inséré par la loi du 24 juillet 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par la disposition suivante :

« Ce dernier saisit le Ministre de l'Intérieur d'initiative ou à la requête du procureur du Roi ou d'un juge d'instruction. Si ces faits sont directement liés à l'exécution d'une directive ou réquisition donnée par un bourgmestre dans le cadre de ses compétences, le Ministre de l'Intérieur agit d'initiative ou à la requête de ce bourgmestre. »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « ou au bourgmestre selon le cas » sont insérés entre les mots « Justice » et « Ces autorités ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 3 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

de kortste termijnen bij hem verslag uit over de uitvoering van de opdrachten van bestuurlijke politie op het grondgebied van de gemeente en over de voorbije en te verwachten uitvoering van de aangegane verbintenissen inzake taakverdeling tussen de politiediensten, coördinatie van hun optreden en uitvoering van het gemeentelijk veiligheidsbeleid. Hij licht hem ook voorafgaandelijk in over de initiatieven die de rijkswacht overweegt te nemen en die betrekking hebben op het gemeentelijk veiligheidsbeleid. In voorkomend geval kan de burgemeester gebruik maken van de in artikel 16 voorziene mogelijkheid richtlijnen te geven om een initiatief aan te passen of te verbieden;

— met de arrondissementscommissarissen, door de districtscommandanten;

— met de provinciegouverneurs, door de groepscommandanten. ».

Art. 10. Een artikel 51bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. 51bis. Indien de burgemeester oordeelt dat de rijkswacht de verbintenissen aangegaan in het raam van het gemeentelijk veiligheidsbeleid niet naleeft of zich niet schikt naar de richtlijnen bedoeld in artikel 16, kan hij de hiërarchische chef van de betrokken rijkswacht-overheid verzoeken deze verbintenissen of richtlijnen te doen eerbiedigen.

De hiërarchische chef stuurt binnen 48 uren een met redenen omkleed verslag aan de burgemeester over het gevolg dat hij aan dat verzoek geeft.

Zo zijn verzoek niet wordt ingewilligd, kan de burgemeester het, met het oog op een beslissing, voorleggen aan de Minister van Binnenlandse Zaken. Deze laatste spreekt zich uit binnen twintig werkdagen te rekenen vanaf de adiëring. ».

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht*

Art. 11. In artikel 24/1, § 2, tweede lid, van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, ingevoegd bij de wet van 24 juli 1992, worden de woorden « en de richtlijnen » ingevoegd tussen de woorden « van de vorderingen » en de woorden « die daartoe bevoegde overheden ».

Art. 12. In artikel 24/26, § 3, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 24 juli 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Deze laatste vat de Minister van Binnenlandse Zaken uit eigen beweging of op verzoek van de procureur des Konings of van een onderzoeksrechter. Hebben deze feiten rechtstreeks betrekking op de uitvoering van een in het raam van zijn bevoegdheden door de burgemeester gegeven richtlijn of vordering, dan handelt de Minister van Binnenlandse Zaken uit eigen beweging of op verzoek van die burgemeester. »;

2° in het tweede lid worden de woorden « of de burgemeester naargelang van het geval, » ingevoegd tussen de woorden « Justitie » en « inlicht ».

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 3 april 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK